



Communiqué de presse de l'AD nationale du 14 septembre 2019

## **LE SSP LANCE SON OFFENSIVE POUR DES SERVICES PUBLICS EXEMPLAIRES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ !**

La grève féministe et des femmes\* a donné lieu à une mobilisation historique. Jamais la Suisse n'avait vu autant de monde manifester et croiser les bras pour revendiquer l'égalité ! L'Assemblée des délégué-e-s du 14 septembre 2019, trois mois après la grève des femmes, demande aux employeurs publics de prendre sans tarder des mesures concrètes en faveur de l'égalité.

Pour Katharina Prelicz Huber, présidente du SSP : *« Le secteur public doit jouer un rôle moteur et servir d'exemple en matière de conditions de travail favorables à l'égalité. Cela implique d'adopter des mesures concrètes pour valoriser les métiers dits féminins, notamment dans les secteurs du nettoyage, des soins et de l'accueil des enfants, qui emploient une majorité de femmes »*. Pour le SSP, une politique du personnel favorable à l'égalité passe aussi par des mesures concrètes visant à concilier emploi et responsabilités familiales tant pour les femmes que pour les hommes.

Or, loin d'être un employeur exemplaire, le secteur public est à la traîne, et les politiques d'austérité n'ont pas arrangé les choses. *« Nous sommes régulièrement confrontées à des privatisations de services tels que le nettoyage, comme actuellement à l'Hôpital de Tavel dans le canton de Fribourg. Or l'externalisation s'accompagne toujours d'une dégradation des conditions de travail et de retraite. Les femmes, nombreuses dans ces secteurs, sont frappées de plein fouet »*, dénonce Cora Antonioli, vice-présidente du SSP. Et d'ajouter que *« le secteur public n'a pas réellement développé une politique visant à promouvoir les carrières féminines, à décroiser et valoriser les métiers féminins ou à lutter contre le sexisme et le harcèlement sexuel. La situation est très insatisfaisante »*, conclut-elle.

Les revendications du SSP apportent des propositions concrètes dont la mise en oeuvre doit se faire localement dans les cantons et les communes.

### **Nos revendications :**

1. Nous demandons la valorisation des salaires des fonctions et métiers féminins par une hausse de toutes les classes occupées majoritairement par des femmes.
2. Nous nous opposons aux privatisations et nous demandons la réintégration du personnel de nettoyage, composé en majorité de femmes, souvent migrantes, au sein du personnel de l'Etat et des Institutions subventionnées.
3. Nous voulons réduire le temps de travail afin de sortir du piège du temps partiel et de partager le travail non rémunéré. Nous voulons aussi un service public de l'enfance et pour les personnes âgées qui garantit un accueil de qualité et de bonnes conditions de travail.

4. Nous refusons la flexibilité au profit de l'employeur et revendiquons des horaires de travail compatibles avec nos vies familiales et privées.
5. Nous voulons la reconnaissance du temps de travail domestique dans les assurances sociales.
6. Nous voulons que les collectivités publiques donnent l'exemple en adoptant rapidement un véritable conté parental payé, y compris pour les parents de même sexe et/ou adoptifs.
7. Nous exigeons l'aménagement tant de l'espace que des horaires de travail pour les femmes enceintes et qui allaitent, ainsi que le remplacement systématique de toutes les femmes en congé maternité.
8. Nous refusons toute hausse de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans et nous revendiquons la retraite à 60 ans dans le secteur de la santé, ainsi que des horaires aménagés pour les personnes de plus de 55 ans.
9. Nous demandons l'introduction du langage épïcène, la mise en place de campagnes de sensibilisation au respect des femmes et des personnes LGBTIQ tant sur les lieux de travail qu'à l'école, ainsi que la prévention et la tolérance zéro en matière de sexisme et de harcèlement sexuel.
10. Nous voulons des habits de travail adaptés aux femmes dans les métiers masculins, des douches et vestiaires séparés, des mesures pour assurer la sécurité du personnel féminin sur certains lieux de travail sensibles ainsi que sur le trajet, notamment pour les travailleuses de nuit.

Nous appelons les employeurs publics à accélérer le tempo de l'égalité en lançant des projets et des débats et en ouvrant des négociations avec nous, partout où des cahiers de revendications ou des demandes ont été déposés à l'occasion de la grève féministe. Le 14 juin, ce n'était que le début !

Contacts :